

# La fac à la conquête des meilleurs bacheliers

En créant leurs propres cycles préparatoires aux grandes écoles et en proposant des doubles licences, les universités cherchent à attirer les profils d'excellence

**C**lasses préparatoires universitaires, doubles licences, parcours pluridisciplinaires d'excellence... De plus en plus, les universités concurrencent les classes préparatoires et se font une place sur le marché des excellents bacheliers. Sur le papier, le succès des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) ne se dément pourtant pas : 86 500 étudiants y ont fait leur rentrée en septembre 2017, soit 500 de plus qu'en 2016. « Les classes prépa sont une telle institution en France que je ne pense pas que l'université leur fasse peur. Et, de toute manière, nous ne sommes pas dans un match avec elles », affirme François Germinet, président de la commission de la formation et de l'insertion professionnelle à la Conférence des présidents d'université (CPU).

**« C'est une bonne alternative à la prépa. Ces cycles demandent un gros investissement en termes de travail, mais ils génèrent beaucoup moins de pression »**

Claire Pinettes  
responsable du cycle préparatoire aux grandes écoles  
de l'université de Cergy-Pontoise

Mais le président de l'université de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) ajoute aussitôt que « le but est clairement de récupérer les très bons étudiants : l'université, de plus en plus, se positionne sur le postbac d'excellence ». Son établissement a ainsi ouvert deux cycles universitaires préparatoires aux grandes écoles (CUPGE), sortis de classes prépa universitaires. Sur Parcoursup, on en recense vingt-sept, principalement scientifiques, comme les cycles proposés à Cergy-Pontoise.

« Il s'agit chez nous de parcours universitaires renforcés en physique, en mathématiques et en chimie, préparant à l'intégration d'une école d'ingénieurs en fin de deuxième ou de troisième année », détaille Claire Pinettes, maîtresse de conférences en physique et responsable des deux parcours « maths-physique » et « maths-chimie ».

#### Un suivi personnalisé

La trentaine d'étudiants de chaque parcours, sélectionnés en grande majorité après une terminale S, ont quatre heures de cours hebdomadaires supplémentaires par rapport aux licences traditionnelles. Ils bénéficient par ailleurs d'un suivi personnalisé et planchent sur des épreuves écrites et orales pour préparer l'admission aux écoles. Ils suivent dans le même temps une licence à la fac, ce que ne permet pas la prépa classique. Chaque année, certains intègrent de prestigieux établissements : Supaero, Télécom ParisTech, Arts et Métiers...

« C'est une bonne alternative à la prépa. Ces cycles demandent un gros investissement en termes de travail, mais ils génèrent beaucoup moins de pression qu'une prépa classique. On ne les oblige pas à travailler, on les y incite », précise Claire Pinettes. C'est d'ailleurs à l'issue d'une première année de prépa classique que Félix Vannier, 19 ans, a intégré la CUPGE de Cergy, en deuxième année. « J'ai quitté le système de la prépa traditionnelle car il ne me convenait pas, résume le jeune homme, bac S mention très bien. J'étais en tête de classe, mais ça allait trop vite, je n'avais pas le temps de tout assimiler et, de plus, je me sentais infantilisé par les règles assez rigides. »

Il envisage aujourd'hui une année d'échange avec l'université partenaire de Laval, au Canada, puis passera des concours d'écoles ou postulera à un magistère à la faculté d'Orsay. Car les CUPGE sont aussi d'excellents produits d'appel pour les universités. « Il serait paradoxal d'investir du temps et de l'argent pour des étudiants appelés à nous quitter. Parmi eux, certains prennent fort heureusement goût à l'université, notamment à travers les possibilités de recherche offertes, et n'intègrent finalement pas d'école », se réjouit François Germinet.



Autre cursus qui permet de recruter les meilleurs bacheliers : les doubles licences. Histoire et sciences politiques, économie-gestion, droit et langues, mathématiques et économie... Ces offres se multiplient au sein des universités. Elles permettent de ne pas choisir une voie trop spécialisée, et, pour certains étudiants, d'intégrer des écoles, surtout de commerce, en contournant la prépa. Toutefois, à l'université d'Angers, où une double licence économie-droit a été ouverte à la rentrée 2015, l'objectif principal est de « permettre aux étudiants d'acquérir une double compétence solide, très recherchée dans les entreprises et les administrations », avance Sabine Desvieux, correspondante du double diplôme. Sur 700 candidats, 40 ont été retenus à la rentrée 2017 pour suivre 350 heures de cours par semestre, contre 250 heures pour une licence

simple. Au sein de la première promotion, qui sera diplômée en juin, la tendance est plutôt à la poursuite en master de droit ou d'économie, à Angers ou ailleurs.

#### « Un recrutement social très ouvert »

Dans le registre de la pluridisciplinarité, c'est Paris Sciences et Lettres (PSL) qui a fait la proposition la plus aboutie en créant en 2012 un cycle pluridisciplinaire d'études supérieures (CPES), une sorte de super-licence. Objectif : « Doter notre université d'un premier cycle d'excellence dans des champs disciplinaires très variés », déclare Isabelle Catto, doyenne de la formation de PSL. La communauté d'universités et d'établissements (Comue) s'est appuyée pour cela sur ses joyaux, de l'École normale supérieure à l'université Paris-Dauphine, en passant par Mines ParisTech.

## « C'est à l'université qu'on peut œuvrer pour la réussite de tous »

**ENTRETIEN** Le sociologue Camille Peugny estime que pour démocratiser l'enseignement supérieur, il faut donner davantage de moyens à l'université

**M**aitre de conférences à l'université Paris-VIII et chercheur au Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris, Camille Peugny est spécialiste des inégalités sociales. Dans *Le Destin au berceau* (Le Seuil, 2013), il s'est particulièrement intéressé à la reproduction sociale. Pour démocratiser l'enseignement supérieur, estime-t-il, il faut offrir à l'université des ressources équivalentes voire supérieures à celles allouées aux prépas et aux grandes écoles.

**Les grandes écoles sont censées reposer sur un modèle méritocratique. Or, on observe une importante reproduction sociale chez leurs étudiants. Pourquoi ?**

Parce que le système des classes prépa et des grandes écoles constitue l'exemple type de la manière dont fonctionne notre système éducatif, qui se donne comme

mission première de sélectionner une petite élite destinée à occuper les positions sociales les plus favorables. Le système éducatif français, davantage et plus tôt que les autres, évalue, classe et trie les élèves. Et comme la réussite scolaire est fortement corrélée à l'origine sociale, on aboutit à une élite qui se recrute massivement dans les milieux les plus favorisés. Notre système éducatif sacrifie le plus grand nombre au nom de la sélection d'une petite élite.

**Les initiatives de grandes écoles pour aller vers plus de diversité sociale sont-elles des pistes intéressantes ?**

Toutes les initiatives pour apporter plus de diversité sont positives, mais ce sont des mesures « cosmétiques », parce que la démocratisation de l'enseignement ne se passe pas dans les grandes écoles, où n'évoluent que 5 % des étudiants. Même si quel-

ques élèves méritants issus des « quartiers » vont en prépa, la plupart des enfants d'ouvriers qui poursuivent leurs études le font à l'université. C'est donc là qu'on peut œuvrer pour la réussite de tous. On demande aux universités d'absorber la massification scolaire ? Alors qu'on leur donne des moyens identiques voire supérieurs à ceux des prépas ! Ce n'est pas normal qu'un élève de prépa coûte 50 % plus cher qu'un étudiant de l'université. Il faudrait aussi le même taux d'encadrement à la fac. Les prépas ont des effectifs de 30 élèves, contre des amphithéâtres de 150 ou 200 étudiants en première année de licence. Or, ceux-ci demandent plus d'attention, car ils sont moins préparés aux études supérieures.

**Faut-il en finir avec cette exception française ?**

Je ne plaide pas pour la suppression des prépas et des grandes

écoles, parce que dans des pays où elles n'existent pas, comme aux États-Unis, il y a des universités d'élite qui opèrent une sélection par l'argent. J'estime seulement qu'il faut allouer davantage de moyens aux universités. Si on ne le fait pas, au-delà des raisons budgétaires, c'est parce que notre république s'est construite autour de l'idée du mérite républicain, du « quand on veut on peut ». Pour prouver que le système fonctionne, on donne toujours en exemple une trajectoire exceptionnelle, telle celle de Rachida Dati, qui est une femme, fille d'immigrés, issue d'un milieu populaire. Mais ces trajectoires exceptionnelles tentent de jeter un voile pudique sur ce qui concerne 90 % ou 95 % du reste du système éducatif. Il faudrait passer d'un système de mérite républicain à un système vraiment démocratique. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR F. MA.



Cette formation permet aux bacheliers sélectionnés une spécialisation progressive avec, au bout du parcours, la possibilité de toquer à la porte de grandes écoles grâce aux admissions sur titre. Après une première année de tronc commun où la majorité des cours (histoire, philosophie, mathématiques, économie...) ont lieu au lycée Henri-IV, à Paris, les étudiants choisissent l'une des trois filières : humanités, sciences ou sciences économiques, sociales et juridiques. Exit les classements et la surcharge de travail que l'on observe parfois en prépa. « Les jeunes travaillent certes intensément, mais sans compétition, ce qui a notamment pour effet d'attirer davantage de jeunes filles », remarque Isabelle Catto.

« Nous tenons à un recrutement social très ouvert, c'est pourquoi nous travaillons en amont avec vingt-six lycées de ZEP, avec pour objectif d'intégrer 50 % de boursiers », insiste la doyenne. Autre particularité : une pédagogie qui privilégie le travail en équipe – avec notamment un mémoire collectif soutenu en deuxième année. « Je ne voulais pas me spécialiser, et le CPES a été pour moi une expérience extraordinaire, particulièrement la formation par la recherche », s'enthousiasme Aladji Djikine, en filière sciences économiques, sociales et juridiques, admis à l'École normale supérieure. Cet étudiant de 20 ans se souvient d'avoir pu, dès la première année, suivre les conférences d'intervenants de renom, telle l'économiste française Esther Duflou.

« Par rapport à une classe prépa dont la pédagogie se base sur le concours, on essaie d'être dans l'actualité de la recherche et de faire venir des spécialistes dans de nombreux domaines (en mathématiques, philosophie, biologie), qui échangent avec les étudiants », souligne David Schreiber, directeur des études humanités au CPES. L'an dernier, 2100 bacheliers ont déposé un dossier, pour seulement 150 places.

« Ces formations ne sont pas concurrentes, mais complémentaires des classes prépa, centrées, elles, sur le concours », estime pour sa part Chantal Collet, proviseure du lycée parisien Saint-Louis, qui abrite trente-et-une classes préparatoires, essentiellement scientifiques. Et si tel est, dès le départ, l'objectif de l'étudiant, la classe prépa reste une excellente voie d'accès, juge-t-elle, « à condition de posséder une certaine sérénité, d'être capable de supporter une évaluation fréquente et de ne pas s'effondrer si l'on s'aperçoit que l'école prestigieuse convoitée est hors de portée. Au sein de nos prépas, quasiment tous les élèves décrochent une école. Et, souvent, une fort bonne ». ■

FRANÇOISE MARMOUYET